



ISSN 2110-6126

ISSN en ligne 2261-1061

Présentation générale. Pour d'autres temps, faire vivre et (re)donner sens aux notions...

Peggy Cadel

Université Côte d'Azur, URE TransitionS
peggy.cadel@univ-cotedazur.fr

Vincent Meyer

Université Côte d'Azur, URE TransitionS
vincent.meyer@univ-cotedazur.fr

<https://orcid.org/0000-0002-9435-5261>

Plusieurs recherches en sciences humaines et sociales (SHS) et, plus spécifiquement, en sciences de l'information et de la communication (SIC) de part et d'autre de la Méditerranée convoquent, sous le pavillon de l'interdisciplinarité (mais, plus sûrement, dans une pluridisciplinarité), quatre notions - langages, objets, territoires et hospitalités - pour caractériser et (re)qualifier le déploiement et les impacts d'une communication publique et territoriale (CPT). Deux points communs entre les pays du monde méditerranéen : ces quatre notions ne se conjuguent jamais au singulier ; certaines restent de simples catégories explicatives ; d'autres sont davantage convoquées pour illustrer des cas pratiques selon les terrains de recherche, comme on le verra *infra*, mais leur portée heuristique *in fine* pose encore - et heureusement - question. L'ouvrage *Une communication publique et territoriale pour le Maghreb* (Aoudia, Meyer, Merah, 2022) confirme aussi un engouement prononcé pour les études de cas (ou le cas pratique local), dit autrement « décrire des territoires, des objets », c'est surtout décrire/transcrire les tensions, les formes de subordination d'individus qui tentent bon gré mal gré d'entrer dans des régimes de participation où la maîtrise de différents langages (et notamment la novlangue managériale) devient déterminante. Il en est même avec les complexités interprétatives dès lors que l'on aborde la construction du sens d'une notion dans nos disciplines respectives (Ledouble, Cadel, 2022). *Quid* dès lors de leur dimension épistémologique ? Aussi était-il utile de requestionner, collectivement et plus largement, avec ce numéro leur emploi dans les travaux actuels en SHS dans cette région et, de la sorte, les réexaminer à nouveaux frais avec deux hypothèses pour le moins ambitieuses au moment de l'appel à communication.

La première hypothèse était que ces notions - langages, objets, territoires et hospitalités - sont convoquées y compris en régime de controverse ou de glossolalie dans différents environnements comme dans des réalisations humaines/matérielles

avec une mesure ou des indicateurs de leurs impacts et traces sur les écosystèmes, sur les mémoires individuelles et collectives qu'ils produisent, sur la santé et la vie sociale qu'ils génèrent. La seconde hypothèse proposait que leur sens se construit par différents discours notamment dans une approche diachronique. En effet, les notions de langages, objets, territoires et hospitalités (re)prennent principalement sens pour caractériser d'autres capacités d'agir, les rapports des individus à leurs organisations ou équiper leurs modes de connaissances dans/pour un environnement donné tels des éléments de langage pour faire face aux contraintes bureaucratiques et organisationnelles...

Posé ainsi, il est important de préciser que ces travaux comme les textes de nos contributeurs visent, en conséquence, à soutenir le développement de la CPT dans/pour/avec/sur l'espace méditerranéen. Ils reflètent aussi les accointances scientifiques (et solidarités effectives d'un collectif de chercheurs) des auteurs autour de ces questions. Au Maghreb par exemple, la CPT repose encore sur des éléments de langage d'une communication institutionnelle ; elle se professionnalise graduellement dans les différentes entités administratives territoriales (provinces, gouvernorats, wilaya, préfectures...) et selon les pays. De même, des formations universitaires voient le jour pour intégrer ce sous-champ de la communication des organisations dans leurs offres au niveau master. Classiquement des manifestations scientifiques sont organisées, des actes publiés et des thèses en codirection et/ou cotutelles internationales sont régulièrement soutenues depuis une douzaine d'années (Haddad, 2008 ; Belhassine, 2010 ; Mzioudet Faillon, 2011 ; Zerouali, 2012 ; Ben Slymen, 2014 ; Hadjadj, 2016 ; Bouchaf, 2017 ; El Mahfoudi, 2017 ; Tlig, 2018 ; Hannachi, 2020) : d'autres se préparent. À côté de ces avancées, la CPT peine encore à s'imposer comme objet d'étude scientifique autrement que par des études de cas, retour d'expérience au temps « présent » où *in fine* les formes et intentions de communication sont un équipement parmi d'autres et/ou relèvent de « l'évidence ». Toutefois, le progrès le plus sensible a été l'intégration des questions patrimoniales et environnementales avec la montée en puissance d'un des piliers de cette CPT constitué par la communication sur le passé et pour l'avenir. En effet, des thématiques comme la préservation et la valorisation d'environnements, de ressources ou milieux fragiles et menacés, pour leurs patrimoines naturels, matériels et immatériels intègrent davantage les régimes d'action et de participation des citoyens à la chose publique jusqu'alors davantage centrée sur les effets des décentralisations et régionalisations (politiques) ou pour appuyer un marketing territorial encore en émergence où affleure timidement la mise en œuvre d'un tourisme alternatif couplé aux exigences d'un développement local. En somme, ce sont les dimensions gestionnaire, organisationnelle et marchande qui prenaient le pas avec - transition digitale oblige -, des liens avec les usages des

technologies numériques, la dématérialisation des services publics, une possible « e-citoyenneté » et à l'émergence des environnements urbains connectés avec les projets de *smart cities*.

Dans cette livraison, nous faisons le pari avec nos contributeurs que les notions précitées forment un socle épistémologique qui dans une approche réellement interdisciplinaire dépasse les enjeux de terminologie. Un socle qui permettrait de progresser dans cette voie et de fédérer autrement différents travaux dans une période où plus que jamais le monde méditerranéen doit (re)trouver sa place et une vigueur dans la circulation des savoirs académiques comme des coopérations scientifiques. Dans les productions précédentes (et le pari n'est pas encore tout à fait remporté dans celle-ci), ces notions ont été soit mises sur un pied d'égalité, soit traduites indépendamment sur différents terrains sans que leurs caractéristiques ne soient suffisamment explicitées ou référencées. Il y a là - et surtout en période de crises économique, politique, sanitaire -, des questions de terminologie, de construction du sens et de traduction, à creuser de par (comme dans) nos cultures ou identités disciplinaires respectives, mais également de mettre au jour comment pareilles notions et leurs traductions prennent aujourd'hui forme dans différentes politiques publiques à vocation (ou coloration) environnementales ou écocitoyennes - en contexte de transition écologique cette fois - dans tout le bassin méditerranéen et au Maghreb tout particulièrement.

« Naturellement » (et l'adverbe s'impose ainsi), nous souhaitons partir des territoires et des espaces sensibles à l'image du hotspot que constitue ce périmètre hautement symbolique de notre monde : le bassin méditerranéen, ceci avec l'apport essentiel de la géographie. En effet, cette discipline - et son développement actuel - est d'emblée la plus indiquée pour reproblématiser ces notions dans les temps passé, présent et futur. L'étude de cas tunisienne exposée par **Mounir Jarraya** en témoigne avec pertinence. Nombre des espaces/territoires partagés sont également des lieux sinistrés, des lieux de potentielle mise en danger non seulement de la faune et de la flore, mais de toute une population dans leur vie quotidienne comme dans leur santé physique et/ou mentale. C'est le cas de l'agglomération de Sfax avec ses multiples pollutions d'origine industrielle et urbaine qui au fil du temps en donnent l'image d'un lieu invivable. Ainsi les retombées et répercussions (déjà connues et/ou à venir) d'une crise environnementale contribuent à une mémoire des lieux autant par les indicateurs scientifiques d'une pollution que dans les restructurations d'une infrastructure urbaine, mais aussi dans les mouvements de lutte qu'elles génèrent et fédèrent.

De la préservation et du partage des espaces à la prévention des crises environnementales et de leurs effets multiples, beaucoup de signes, de langages, portent

à croire que nous gagnons (progressivement et collectivement) en efficacité, mais singulièrement en « intelligence ». Ceci surtout lorsque ces « avancées » en connaissance sont doublées et/ou assistées par les technologies numériques promues en « solutions » d'un mieux vivre pour/dans l'avenir. Pour s'en convaincre, comme pour s'en protéger, à la croisée de la géographie et des sciences de l'information et de la communication, **Adil Mouttaki** et **Brahim Badidi** nous exposent en mode projet, une conception de la ville intelligente (ici la capitale du Royaume du Maroc) fondée sur une gestion socio-urbanistique. Une gestion qu'ils requalifient aussi de « performance » pour appréhender les milieux urbains en devenir et sérier les transformations sociologiques induites. Les interrelations (la cohésion ?) entre un territoire, sa population, ses technologies ne pourraient *in fine* que gagner en intelligence. Rien de plus simple, en apparence, pour les éprouver que de les saisir par/ avec des formes de pollutions encore mésestimées. **Laetitia Bastari** et **Sandrine Selosse** introduisent, pour nous, celle de la pollution lumineuse *i.e.* l'utilisation - les multiples usages et objets censés nous éclairer - de la lumière artificielle et comment elle contribue aux vifs débats d'une transition dite écologique de nos sociétés. Pour aller vite, la fin de la nuit est-elle aussi celle du monde ? Les auteures montrent surtout qu'un problème de nuisances et de pollution lumineuse doit d'abord être (re)connu ; leurs différentes traductions par les acteurs institutionnels comme associatifs y participent grandement.

Le territoire comme lien entre acteurs institutionnels, associatifs, habitants et « colons » occasionnels ou saisonniers nous renvoie à notre environnement urbain ou rural, à cette nature que nous partageons, à des espaces que nous partageons un temps donné, à ces patrimoines communs que nous (re)découvrons. Notre éducation passe également par des lieux dédiés, hors les murs des écoles, collèges, lycées, des périodes dédiées comme les vacances et ceci dans des lieux d'hospitalité qui ont toujours été des lieux de rencontres et de socialisation. Pour **Éric Carton**, les (jolies) colonies de vacances maralpines réalisent cette synthèse inédite des villes à l'espace rural, du bord de mer au Haut-Pays. Ces notions d'hospitalité et de rassurance sont également inscrites dans l'habit pour **Jihen Trabelsi** qui interroge le lien entre acte de création, artisanat, territoire et construction du sens. En effet, ce savoir-faire combiné permet la reviviscence du costume traditionnel Maghrébin selon les pays, les périodes, les régions, les occasions festives ou ordinaires et les modes de fabrication... Le propos vise surtout à revenir aux pratiques de sa conception et transmission : le « fait main » comme quasi-marque de territoire où l'habit devient langage. Une marque qui ne reproduit pas seulement un existant passé mais s'ouvre à une créativité, pour elle, « signifiante, génératrice de sens et d'authenticité » qui répondrait aussi dans nos sociétés de consommation aux « attentes » d'une cible.

Si un attribut vestimentaire en sa qualité d'objet est (bien) devenu universel au moment de la rédaction de ces lignes, c'est le masque... En grossissant le trait, il est presque celui (sanitaire) qui relie le plus « actuellement » les notions que nous souhaitons reproblématiser dans ce numéro. Sujet encore incontournable, situation mettant le monde presque à l'arrêt, la situation pandémique liée à la COVID19 **Ouafae Bouchaf** revient sur différentes formes et intentions d'une communication médiatique autour des questions de santé publique dans la lutte contre la propagation d'un virus. Ici c'est l'étude de cas d'une chaîne télévisée marocaine avec une description des déclarations d'un état d'urgence sanitaire, celles des mesures visant à contenir le virus et à protéger les citoyens. Elle ouvre, ce faisant, une analyse stimulante des programmes dits spéciaux quand ils doivent servir des campagnes de sensibilisation sur un territoire donnée. Enfin, comment ne pas terminer par un objet - d'autres viendront avec la transition digitale -, qui a occupé une place si essentielle dans la vie des peuples et la transmission de toutes formes de connaissance : le livre imprimé et spécifiquement ici celui en typographie arabe en Europe. **Wahid Gdoura** en relate l'émergence en contexte, preuve s'il en est de l'importance des rapports culturels entre les peuples méditerranéens sur ces deux rives. Il faut, pour lui comprendre les raisons qui ont motivé les Européens à emprunter d'une manière précoce la typographie arabe et repartir de l'étude du corpus des ouvrages arabes imprimés aux XVI^e et XVII^e siècles dans différents ateliers typographiques arabes implantés dans plusieurs villes européennes Cette tendance prend trois niveaux différents pour l'auteur : volonté de connaître l'autre, volonté de convaincre ou vaincre l'autre et volonté d'apprendre de l'autre.

C'est *in fine* la notion d'hospitalité(s) que nous avons peu - comme à chaque fois du reste, dans nos publications -, réussi à capter alors qu'elle reste une notion (sinon ressource) essentielle selon les lieux et les périodes, qu'elle porte en elle des valeurs fondamentales et dépasse les seules valeurs ou indicateurs de l'économie de cette région dans son ensemble. Elle prend dans l'actualité et les flux migratoires qui la caractérise une signification essentielle en altérité *i.e.* d'ouverture et d'accueil de l'autre. Elle forge de manière spécifique les interactions humaines couplées à un processus de territorialisation. Ce numéro nous pousse aussi à parfaire encore collectivement les notions que nous mobilisons. C'est un truisme de poser que la production d'une connaissance est progressive, faite d'échanges comme de controverses qui, pour nous, ne sont pas des mises en compétition entre les mondes méditerranéens.

Il nous faut pour clore cette présentation grandement remercier nos collègues qui en ces temps incertains ont répondu à notre appel tant pour les textes que les expertises, ont accepté nos relances, exigences, contraintes et retard avec beaucoup de tolérance. Cet ensemble nous a permis de progresser collectivement

dans une période, s'il en est encore dans l'évolution de notre monde, exceptionnelle en tout...

Bibliographie

Aoudia, N., Meyer, V., Merah, A., (dirs) 2022. *Une communication publique pour le Maghreb*. Paris : Éd L'Harmattan.

Belhassine, S. 2010. *Penser la médiation culturelle au Sud-Est Tunisien : objets et stratégies de valorisation*. Thèse en cotutelle internationale, sous la direction du Pr V. Meyer, Université Paul Verlaine-Metz et Pr Larbi Chouikha Université de la Manouba, Tunis.

Ben Slymen, S. 2014. *Sentiment d'appartenance et intelligence territoriale : une application au contexte tunisien*. Thèse en cotutelle internationale, sous la direction du Pr V. Meyer, Université Nice Sophia-Antipolis et Pr Ahmed Ben Hamouda, Université de Tunis El Manar.

Bouchaf, O. 2017. *Communication publique et négociation: cas de l'agence pour l'aménagement de la vallée du Bouregreg*. Thèse en cotutelle internationale, Pr V. Meyer, Université Nice Sophia-Antipolis et Pr S. Bennis, Université Mohamed V, Rabat.

El Mahfoudi, M.-A. 2017. *Rôles des réseaux sociaux et de la dématérialisation du traitement des revendications de masse dans le renforcement de la démocratie au monde arabe : le cas du Maroc, vers un CiRM à l'échelle de l'État*. Thèse sous la direction du Pr V. Meyer, Université Nice Sophia-Antipolis.

Haddad, M. 2008. *Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : un processus d'intelligence économique adapté (PITA) à l'observatoire de Menzel Habib au Sud de la Tunisie*. Thèse en codirection du Pr V. Meyer, Université Paul Verlaine-Metz et M. Sghaier, Directeur de recherches, Institut des régions arides, Médenine.

Hadjadj, H. 2016. *La communication événementielle dans l'entreprise commerciale et de service en Algérie. Le cas des entreprises touristiques et culturelles*. Thèse en codirection du Pr V. Meyer, Université Nice Sophia-Antipolis et Leila Benlatrache, Université Constantine 3.

Hannachi, F. 2020. *Communication publique et territoriale et valorisation des patrimoines algériens. Le cas de Batna*. Thèse en cotutelle internationale sous la direction du Pr Vincent Meyer, Université Côte d'Azur et Pr Lamia Moumen, l'Université Badji Mokhtar de Annaba.

Ledouble, H., Cadel, P. 2022. « De la définition juridique à la définition journalistique : complexités interprétatives dans le domaine du biocontrôle ». *Fachsprache - Journal of Professional and Scientific Communication*. 44/1-2.

Mzioudet Faillon, B. 2011. *Informier et communiquer en confiance ? Dispositifs et territoires en zones arides. Le cas de l'observatoire de Menzel Habib (Tunisie)*. Thèse en codirection du Pr V. Meyer, Université Paul Verlaine-Metz et M. Sghaier, Directeur de recherches, Institut des régions arides, Médenine.

Tlig, F. 2018. *Communication environnementale et intelligence territoriale : un appui au Groupe Chimique*

Tunisien de Gabès. Thèse en cotutelle internationale, sous la direction du Pr Vincent Meyer, Université Côte d'Azur et Pr Rym Hachana, Université de la Manouba, Tunis.

Zerouali, H. 2012. *La patrimonialisation à l'épreuve du terrain : acteurs et enjeux dans la province de Nador (Maroc)*. Thèse en cotutelle internationale, sous la direction du Pr V. Meyer, Université de Lorraine et Pr Nozha Ibnkhayat, École des sciences de l'information, Rabat.